

Note d'Orientation

Paysage Politique pour la mise à Echelle de l'Agroforesterie au Mali

INTRODUCTION

« L'adoption réussie de l'agroforesterie dépend non seulement de la conception de technologies appropriées, mais aussi de la mise en place d'un environnement politique, juridique et institutionnel propice pour étayer le processus de mise à l'échelle »

L'agroforesterie englobe une variété de méthodes et de technologies agroécologiques de gestion des terres. Il intègre les arbres et les arbustes dans les systèmes agricoles et pastoraux. Cela sert à compléter et améliorer la durabilité, la productivité et la résilience de ces systèmes. Elle est pratiquée par environ 1,2 milliards de ruraux dans les pays en développement pour les avantages qu'elle offre comme la fertilité des sols, la disponibilité de l'eau, l'amélioration du microclimat (par exemple l'ombre et les brise-vent) et l'atténuation des gaz à effet de serre. Il a été aussi démontré qu'il améliore la sécurité alimentaire, les revenus, et la santé.

Cette note d'orientation est élaborée pour mettre en évidence les principales conclusions et recommandations du rapport de recherche « Paysage Politique pour la mise à l'Échelle de l'Agroforesterie au Mali ». Cette recherche réalisée entre 2019 et 2020, est destinée à soutenir le projet "Reverdir l'Afrique" (2017-2022). Dans sa composante Mali, ce projet vise à atteindre 160 000 Ha de terres sous les pratiques et options agroforestières par 80 000 Ménages. Cette initiative promeut les pratiques de plantation d'arbres, de régénération naturelle assistée (RNA), et d'aménagement des courbes de niveau dont OXFAM Mali dans les cercles de Koutiala et Yorosso, Catholic Relief Services, dans le cercle de Koutiala, Sahel Eco dans le cercle de Tominian et World Vision dans le cercle de San.

L'engagement politique est un objectif explicite du programme Reverdir l'Afrique, qui affirme que: « L'adoption réussie de l'agroforesterie dépend non seulement de la conception de technologies appropriées, mais aussi de la mise en place d'un environnement politique, juridique et institutionnel propice pour étayer le processus de mise à l'échelle.¹

¹ Bernard, F., M. Bourne, D. Garrity, C. Neely, and S. Chomba. 2019. Policy gaps and opportunities for scaling agroforestry in sub-Saharan Africa: Recommendations from a policy review and recent practice. World Agroforestry (ICRAF), Nairobi.

Par conséquent, l'objectif de la recherche était de mener une analyse du paysage politique national au Mali, d'identifier les lacunes et les défis politiques et de mise en œuvre des politiques qui limitent la mise à l'échelle des pratiques agroforestières, et de formuler des recommandations. L'intention est d'informer les opportunités de plaidoyer politique d'Oxfam, ses partenaires, et des autres acteurs dans la promotion de l'agroforesterie au Mali.

RESULTATS CLES

Le Mali ne dispose pas d'une politique ou d'une stratégie nationale pour guider la législation et les programmes spécifiquement destinés à soutenir l'agroforesterie ou les pratiques associées. Ceci est considérée comme une lacune évidente. Sans instrument politique pour coordonner l'intégration de l'agroforesterie dans divers domaines politiques clés, il n'est pas surprenant que des lacunes et des incongruences entravent un environnement institutionnel et réglementaire propice à l'agroforesterie. D'un autre côté, **de nombreuses politiques favorables à l'agroforesterie existent déjà, mais ce sont les lacunes dans la mise en œuvre et l'intégration de ces politiques existantes et la déconnexion entre les politiques nationales et les conventions locales qui posent un défi important à l'efficacité des initiatives politiques actuelles et futures.** Le paysage politique relatif à l'agroforesterie dans les différents domaines examinés pour l'étude peut être regroupé en 3 caractérisations définies ainsi :

1. **Des faiblesses fondamentales** : Les conditions qui encouragent les agriculteurs à investir dans la gestion des terres et des ressources naturelles pour une utilisation durable à long terme sont fondamentales pour l'adoption de l'agroforesterie. Donc, alors que les droits fonciers et la décentralisation n'adressent pas directement l'agroforesterie, ils sont des domaines clés où les lacunes dans les politiques et la mise en œuvre entravent gravement les conditions fondamentales pour investir dans les systèmes agroforestiers. Les agriculteurs qui envisagent de mettre en œuvre des systèmes agroforestiers doivent faire face à un rendement sur investissements tardifs, cependant, la faiblesse de leurs droits fonciers à long terme et leur rôle comme décideurs sur la gestion des terres n'ont pas été efficacement traités. Bien que des solutions politiques aient été adoptées dans ces domaines, le plaidoyer est nécessaire pour pousser vers la mise en œuvre approfondie et réfléchie.
2. **Des opportunités uniques** : L'agroforesterie fait partie intégrante des programmes nationaux d'adaptation aux changements climatiques et de

la gestion durable des terres du Mali. Ces programmes sont bien définis mais ils rencontrent eux-mêmes des difficultés d'intégration. C'est dans ces domaines que le plaidoyer pour soutenir l'intégration de ces cadres politiques offre une opportunité unique de tirer parti des financements internationaux pour intégrer également le rôle important de l'agroforesterie.

3. **Des priorités contradictoires** : dans les domaines de la foresterie et de l'agriculture, les politiques reconnaissent en effet l'importance de l'agroforesterie pour les moyens de subsistance ruraux. Cependant, c'est dans ces domaines que la mise en œuvre de ces programmes ou les politiques elles-mêmes contredisent aussi parfois la facilitation de l'agroforesterie. Dans le domaine de la foresterie et de l'agriculture, une mise en œuvre incomplète des politiques (parfois motivée par des intérêts opposés mais aussi par une ambiguïté politique) sert à affaiblir le résultat global des politiques.

Des Faiblesses Fondamentales

DROITS FONCIERS

L'insécurité de régime foncier est un frein majeur aux engagements à long terme sur les terrains—une condition requise pour la gestion durable des ressources naturelles et l'agroforesterie. Les menaces pesant sur le régime foncier rural sont menées par une croissance démographique rapide, l'expansion urbaine et le développement agricole (à la fois dû à la pression des petits exploitants en prolifération et des initiatives nationales visant à attirer des étrangers des baux fonciers agricoles à grande échelle et à long terme). Légalement, les femmes ont le même accès à la terre que les hommes, mais dans la pratique et par tradition, la plupart des femmes rurales obtiennent la permission d'utiliser la terre par l'intermédiaire de membres masculins de la famille. Elles sont souvent exclues de la prise de décisions sur les questions de gestion des terres. Il existe deux systèmes concomitants de régimes fonciers qui détiennent le pouvoir : l'un, ancré dans les pratiques coutumières et l'autre, basé sur le système juridique postcolonial dans lequel la propriété foncière est fondée sur les titres et inscriptions. Dans ce contexte complexe, des multiples politiques, lois et agences ont émané pour adresser les questions foncières. Par conséquent, le paysage politique qui sous-tend l'accès des agriculteurs à la terre est compliqué, fragmenté et contradictoire. Ce paysage donne des pouvoirs qui se chevauchent à différents acteurs, laisse les questions foncières rurales largement ambiguës et laisse les cultivateurs vulnérables devant les services

technique locaux de l'état mal informées. La majorité des propriétés foncières coutumières ne sont pas légalement reconnues et les agriculteurs sont confrontés à de sérieux obstacles aux processus administratifs d'enregistrement fonciers. Par conséquent, les petits agriculteurs sont vulnérables de l'accaparement des terres par d'autres intérêts tels que l'aménagement urbain, les baux fonciers agricoles à grande échelle et d'autres acteurs cherchant uniquement à tirer profit de la spéculation sur le marché foncier.

La Loi sur le Foncier Agricole (LFA) de 2017 est accueillie comme l'initiative politique tant attendue pour résoudre les défis fonciers ruraux.

- Elle a retiré les terres reconnues en vertu des droits coutumiers du domaine de l'État, garantissant que les terres sans un titre foncier qui font partie du village ne peuvent pas être prises sans le consentement et l'indemnisation appropriés simplement parce que personne n'y détient un titre. Les terres villageoises peuvent désormais être reconnues comme un type de terres légales. Cela permet aussi à des villages d'enregistrer leurs droits communautaires sur le territoire de leur village en vertu de la loi.
- Deux nouveaux outils d'enregistrement foncier ont émergé de cette loi et sont en cours de développement pilote : l'*Attestation de détention coutumière* et l'*Attestation de position foncière* qui permettent aux chefs de famille d'enregistrer des revendications territoriales pour sa famille.
- Il renforce encore le système crucial de résolution des conflits fonciers en créant des commissions foncières rurales au niveau local. Les commissions foncières sont essentielles pour protéger les populations rurales contre l'accaparement des terres et la médiation des conflits entre éleveurs et agriculteurs qui menacent la sécurité foncière et la culture des arbres. Leurs rôles sont codifiés dans le processus de reconnaissance des revendications territoriales coutumières dans le système statutaire et judiciaire.
- Elle comprend une mesure pour attribuer au moins 15% des terres agricoles du domaine public ou collectif spécifiquement aux associations de femmes et de jeunes. Cependant, cet objectif nécessite davantage de clarté et de portée, car il ne s'applique qu'aux terres agricoles aménagées, et accorde un permis payant plutôt qu'un titre.

Enfin, la poursuite des décrets ultérieurs pour opérationnaliser la LFA et la diffusion et communication des politiques pour donner aux populations rurales une compréhension claire, est un besoin important à ne pas ignorer.

DECENTRALISATION

Même si les systèmes juridiques coutumiers étaient peut-être imparfaits, le déplacement des systèmes traditionnels de gestion des terres par un régime centralisé a laissé un vide dans la gouvernance locale, ce qui a entraîné une relation de négligence et d'exploitation entre les agriculteurs et les ressources dont ils dépendent.

Les réformes menées dans le processus de décentralisation entamé au début des années 90 visaient une redistribution de pouvoir au niveau local. La loi 95-034 du 27 Janvier 1995 *Portant code des collectivités territoriales en République du Mali* confère au conseil municipal la responsabilité de délibérer sur la protection de l'environnement et l'organisation des activités rurales et de la production agro-sylvo-pastorale. En vertu de cette loi, la municipalité et ses conseils élus, tout comme les conseils de village, sont responsables de la gestion des ressources naturelles.

Cependant, jusqu'à aujourd'hui, des éléments importants de la décentralisation du Mali n'existent que dans les textes. De nombreux aspects de la gouvernance, y compris le pouvoir de décision législative sur l'environnement, restent centralisés et le transfert de pouvoir aux gouvernements locaux reste incomplet.

Bien que la loi stipule que tout transfert de compétence à une collectivité doit être accompagné de transfert concomitant à celle-ci des ressources et des moyens nécessaires à l'exercice normal de ces compétences, les ressources financières n'ont jamais été redistribuées aux gouvernements locaux pour la plupart. Celle-ci est peut-être le plus grand défi. Une dépendance vis-à-vis de l'aménagement du territoire, de l'impôt foncier et des amendes prélevées pour les revenus ainsi que la spéculation foncière accrue et les luttes entre les factions locales pour contrôler les ressources publiques ont conduit à la méfiance envers les gouvernements locaux.

En conséquence, le manque de gouvernance résultant de lacunes majeures dans le processus de décentralisation a, ironiquement, favorisé la dégradation des forêts et des champs.

Néanmoins, il est souvent considéré que l'effort de décentralisation du Mali, tout en étant confronté à des difficultés de longue date dans sa réalisation,

présente des opportunités de gestion durable des ressources naturelles par les acteurs locaux. Les réformes des structures gouvernementales pour mieux garantir le succès de décentralisation et une gestion durable locale des ressources naturelles ont été d'importants catalyseurs de l'agroforesterie. Les conventions locales, un outil utilisé par la communauté dans le cadre de gestion locale, sont un exemple important de la façon dont la gouvernance locale peut être incroyablement efficace dans la gestion des ressources naturelles et la médiation des conflits pour assurer les conditions propices à l'agroforesterie.

Des Opportunités Uniques

GESTION DURABLE DES TERRES

Le Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres (CSI-GDT) établit les pratiques agroforestières comme un élément crucial de gestion durable des terres (GDT). Le CSI-GDT incarne précisément le type de transformation agroécologique que l'agroforesterie est censée de réaliser, en soulignant l'importance de son objectif de lutter contre la désertification, de tenir la productivité agricole, d'adaptation au changement climatique, de réduction de la pauvreté et la gestion locale des ressources naturelles.

Approuvé en 2014, ce cadre coordonné par l'Agence pour l'Environnement et le Développement Durable (AEDD) a précisé comment le Mali, avec le soutien d'institutions partenaires externes, vise à mettre en œuvre des investissements prioritaires sous six axes stratégiques portant sur l'intensification des projets de GDT et le renforcement des capacités institutionnelles techniques et financières des acteurs concernés en vue d'intégrer la GDT dans les politiques de développement du pays.

Dans le cadre du premier axe stratégique du CSI-GDT (« intensification de la mise en œuvre des activités sur le terrain »), neuf programmes d'investissement prioritaires incarnent l'agroforesterie soit directement ou indirectement. La RNA est la plus haute priorité de ces programmes d'investissement prioritaires nationaux. Le deuxième programme prioritaire favorise la protection, la restauration et la conservation des sols et de l'eau. Cela inclut le Système d'intensification du riz et promeut l'utilisation de la technique Zäï, des tranchées de contour, des lignes / diguettes en pierre, la plantation de légumineuses et la stabilisation des dunes - pratiques utilisées dans les systèmes agroforestiers. Le troisième programme prioritaire vise à reboiser 500 000 ha (dont 100 000 dans le cadre de l'initiative de la Grande Muraille Verte). Les six programmes prioritaires restants pourraient implicitement promouvoir l'agroforesterie.

En renforçant l'environnement favorable à une GDT, on peut également soutenir un environnement favorable à l'agroforesterie. Malgré l'approche très intersectorielle démontrée par le CSI-GDT, il reconnaît que l'intégration de la GDT dans les politiques sectorielles et intersectorielles est la principale faiblesse politique. La GDT n'est pas bien intégrée dans les conceptions générales de la protection de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, et n'est, par conséquent, pas prise en compte dans leurs objectifs et piliers d'investissement. Le CSI-GDT cite une revue des dépenses publiques qui confirme le déficit d'investissement. Il affirme que la réforme législative pour remédier aux faiblesses des politiques est « essentielle » et nécessaire pour mieux intégrer la GDT dans les politiques sectorielles. Il souligne notamment la révision de la politique forestière nationale, le Code Domanial et Foncier, la Charte Pastorale et la nécessité de la politique foncière agricole.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Au niveau des politiques nationales et internationales, le gouvernement a démontré un engagement fort dans la lutte contre le changement climatique. La politique sur le changement climatique offre une opportunité et un point d'entrée majeurs pour l'incorporation de l'agroforesterie dans le paysage politique ainsi que des opportunités de tirer parti des cadres financement dans des efforts internationaux en matière de climat.

L'agroforesterie est accentuée dans les stratégies nationales d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, qui suscitent elles aussi une attention croissante. Au Mali, le ministère de l'Environnement identifie l'agriculture durable (RNA, l'agroforesterie, l'agriculture de conservation), les lignes / diguettes en pierre, les tranchées de contour et le Zäï parmi les options d'adaptation au changement climatique les plus pertinentes. Cela est évident dans la prolifération de politiques et de cadres stratégiques pour le changement climatique.

L'importance de la préservation des sols et des forêts comme solutions au changement climatique se reflète dans les Contributions Déterminées au Niveau National (CDN) du Mali, où l'énergie, l'agriculture, la foresterie et les évolutions de l'utilisation du sol sont identifiés comme les principaux secteurs émettant des gaz à effet de serre (GES) et vise des réductions d'émissions dans ces secteurs d'ici 2030. Bien que le CDN reconnaisse certains éléments de l'agroforesterie en vue de l'adaptation et de l'atténuation du climat, ils ont du mal à inclure l'agroforesterie parmi d'autres solutions durables et semble favoriser les plantations forestières et les forêts classés par rapport aux terres agricoles intégrant les arbres.

L'agroforesterie dans le Plan d'Action National pour l'Adaptation au Changement Climatique (PANA) entraîne une forte intégration des solutions agroforestières dans les mesures nationales d'adaptation au changement climatique. Cinq des 18 options de projets prioritaires sont directement conçues pour mettre en œuvre des activités d'agroforesterie et trois autres soutiennent indirectement l'agroforesterie. Sur les 18 projets de la PANA, 15 sont également inclus dans le CSI-GDT.

la Politique Nationale sur les Changements Climatiques (PNCC) de 2011 et sa Stratégie Nationale sur le Changement Climatique (SNCC) vers 2025 démontrent les solutions agroécologiques au changement climatique, cependant, il fait preuve de déférence envers les systèmes agricoles conventionnels privilégiés dans les politiques agricoles nationales. Même si le PANA est lui-même un pilier du PNCC, faisant référence à l'adaptation et la résilience comme l'un de ses objectifs, ni le PNCC ou le SNCC ne mentionne pas directement l'agroforesterie.

Dans les actions d'atténuation, le PNCC mentionne souvent les plantations d'arbres et la protection des forêts sans identifier l'agroforesterie comme une solution importante pour atteindre ces objectifs d'atténuation des émissions. La politique et la stratégie penchent pour les objectifs de mitigation, mais il manque l'opportunité de cibler les objectifs de reboisement via les paysages agricoles en régénérant les parcs agroforestiers.

Alors que la politique sur le changement climatique a le potentiel fort de renforcer son intégration dans l'agroforesterie en tant que solution climatique et d'être un point d'entrée pour les actions agroforestières, les politiques elles-mêmes ont du mal à s'intégrer, à trouver suffisamment les finances pour mettre en œuvre les projets. L'inclusion des parties prenantes féminines et l'analyse de genre sur la manière dont les impacts du changement climatique sont spécifiquement liés au statut économique, politique et social des femmes sont également identifiées comme une lacune.

Des Priorités Contradictoires

LA FORESTERIE

Dans le domaine de la politique forestière, il existe une tension entre le besoin de conservation dans le contexte du déboisement extrême lié à l'exploitation humaine et les droits d'usage et de propriété sur la terre et les arbres en milieu rural, ce dernier constitue une lacune essentielle pour encourager l'adoption de l'agroforesterie. De nombreuses révisions des politiques et des législations forestières depuis l'indépendance du Mali ont

tenté de mieux reconnaître la forte dépendance des communautés rurales vis-à-vis des forêts et des arbres et de respecter leurs rôles importants comme les gestionnaires coutumiers de ces précieuses ressources.

En même temps, ces mêmes actions politiques maintiennent le rôle important de l'État central pour assurer la protection des arbres en l'absence d'une gestion locale efficace, mais cela est parfois en contradiction avec les droits accordés aux institutions de gestion communautaire des ressources. En particulier, alors que les communautés sont définies comme les seuls gestionnaires de terres agricoles, la loi prévoit également le rôle de l'État dans la régulation des ressources naturelles y inclus les arbres protégés sur les terres agricoles. Le contrôle de l'État est opérationnalisé sous la forme de procédures d'autorisation peu pratiques et lourdes qui affaiblissent son efficacité.

L'absence de coordination accrue entre l'État et les gestionnaires communautaires porte également atteinte à l'efficacité des mesures de gestion ; les autorités de gestion tant étatiques que locales souffrent d'un besoin accru de capacités et de finances ; et les deux sont entravées par la diffusion efficace des politiques auprès des parties prenantes.

Les femmes rurales dépendent traditionnellement des produits forestiers non ligneux des parcs agroforestiers et sont engagées dans diverses chaînes de valeur des produits arboricoles contrairement aux hommes. Grâce aux femmes, les avantages des arbres atteignent l'ensemble du ménage, mais leur accès et leur pouvoir de décision sur leur gestion dépendent des hommes. Les droits des femmes sur les arbres constituent un autre problème important pour lequel les politiques ont du mal à trouver de solution.

L'AGRICULTURE

La sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté sont les principales préoccupations politiques du secteur agricole. Dans ce domaine politique, la Loi d'Orientation Agricole de 2006 (LOA) et la Politique de Développement Agricole (PDA) 2011-2020 mettent en évidence un rôle clé pour les petites exploitations agroécologiques. Elles indiquent en particulier les pratiques agroforestières et la production et le développement des produits agroforestiers dans leur vision du développement agricole du Mali. Cependant, l'intensification des cultures de rente via les solutions technologiques de la « Révolution verte » est en pratique prioritaire pour les petits exploitants ainsi que pour l'agriculture à l'échelle industrielle. Cela se fait au détriment et en l'absence d'investissement de l'État pour favoriser des pratiques durables telles que l'agroforesterie et le soutien nécessaire à la

recherche et à la vulgarisation dans ces domaines qui font cruellement défaut.

Comme démontré, l'État dépense une grande partie du budget agricole pour les subventions aux engrais minéraux qui jouent un rôle central dans l'augmentation des rendements et la production de cultures de rente comme le coton, le riz, l'arachide et le maïs (avec un quart du budget agricole total consacré au riz). La politique privilégie souvent les zones agricoles développées et irriguées. Les petits exploitants dans les zones non-irriguées portant gravement le poids de l'érosion des terres ou du changement climatique, ou les zones non adaptées au riz sont donc probablement exclus des investissements. Ces dernières années, 32% des dépenses spécifiques à l'agriculture représentant près de 80% des dépenses agricoles nationales totales) ont été consacrées aux subventions et aux intrants (semences, engrais, machines, équipements, irrigation à la ferme, services vétérinaires). Ces investissements contredisent le fait que le CND du Mali indique que les engrais minéraux contribuaient à 74% des émissions de GES pour le sous-secteur agricole. Les critiques soulignent que cette dépendance aux engrais minéraux entraîne des dommages supplémentaires sur le capital naturel. À leur tour, les engrais minéraux subventionnés dissuadent parfois les agriculteurs de se tourner vers l'agroforesterie pour la fertilité des sols. La dernière lacune reconnue par de nombreux acteurs politiques est la faiblesse de la mise en œuvre des politiques ; de 70 à 90%, le taux d'exécution des dépenses publiques dans l'agriculture au Mali est en retard.

RECOMMANDATIONS

1. Le processus de décentralisation doit être pleinement mis en branle, et un accent doit être mis sur le renforcement des capacités locales de gestion durable des terres

Alors que les lacunes du processus de décentralisation ont affaibli la gouvernance des ressources locales, la décentralisation reste une opportunité d'optimiser la gestion des terres grâce à des solutions locales. Les capacités de financement, de génération de revenus et de gestion sont une priorité pour le fonctionnement des Commissions Foncières (COFO) et des communes. La reconnaissance et l'encouragement des *conventions locales* entre les acteurs locaux pour la gestion des ressources sont également importants et pourraient grandement bénéficier d'un gouvernement local fort. L'élaboration collective du Plan de Développement Social Economique et Culturel (PDSEC) offre une opportunité importante

pour renforcer la capacité de gouvernance locale et la gestion communautaire des ressources naturelles.

2. L'inclusion des femmes dans la prise de décisions en matière de gestion des ressources naturelles et une intégration plus forte de l'analyse de genre est nécessaire

Bien que des efforts de politique forestière aient été faits pour une plus grande autonomie au niveau local sur les arbres en tant que ressource agricole il est à noter que les femmes et les hommes ne bénéficient pas de la même manière des différentes espèces d'arbres, et le manque de pouvoir de décision que les femmes utilisatrices d'arbres ont sur les dites ressources. Les besoins des femmes devraient être pris en compte dans la planification des terres. Les systèmes de droits fonciers coutumiers devraient être pris en compte en considérant leurs avantages et inconvénients pour les femmes. Il devrait être intégré aux concepts de planification et de gestion l'utilisation des terres inclusive aux femmes. Un besoin essentiel est de veiller à ce que la politique foncière inclue les femmes et reconnaisse leurs perspectives dans la prise de décisions concernant l'utilisation des terres. Le renforcement de l'inclusion des femmes dans des groupes tels que les COFO et le développement PDSEC peut aider à garantir que les changements d'utilisation des terres ne menacent pas les valeurs des arbres pour des femmes.

3. Les politiques régissant les différentes formes de délivrance et d'enregistrement de titres fonciers doivent être clarifiées et rationalisées, et le soutien à une bonne gestion administrative conforme à ces politiques doit être priorisé

La faiblesse dans le système légal d'administration du régime foncier représente une menace pour les droits fonciers des agriculteurs et permet systématiquement la spéculation foncière et l'exploitation des personnes vulnérables. Les solutions devraient envisager de clarifier les politiques pour définir et rationaliser l'autorité des différentes entités gouvernementales à administrer les titres fonciers; clarifier les politiques pour définir et communiquer clairement le processus et les coûts d'enregistrement et de délivrance des titres; harmoniser les mécanismes d'arbitrage des conflits fonciers au sein des systèmes judiciaires; et le renforcement des exigences relatives aux protections sociales et de sauvegarde de l'environnement dans l'immatriculation foncière. Les droits fonciers coutumiers doivent être conciliés avec le système légal. Le suivi continu pour assurer la bonne mise en œuvre de la Loi Foncier Agricole (LFA) est nécessaire.

4. Les politiques et réglementations forestières doivent être clarifiées et les textes d'application mis en œuvre.

Le Code Forestier et les réglementations forestières devraient continuer à clarifier explicitement les rôles et responsabilités des gestionnaires d'arbres sur les terres agricoles et les parcs agroforestiers ainsi que les règles relatives aux systèmes d'autorisation, en particulier en ce qui concerne les espèces protégées. L'élagage, la récolte et toute autre utilisation des arbres sur les terres agricoles ne devraient pas être entravés par des règles prohibitives, y compris des exigences contraignantes en matière d'autorisation d'utilisation. La connexion appropriée devrait être assurée dans le cadre de la sécurité foncière renforcée par la LFA. La politique doit assurer la capacité des agriculteurs à tirer profit de l'utilisation des arbres et des produits arboricoles dans le cadre d'une gestion durable et accorder une attention particulière aux ressources arborées qui sont importantes pour la subsistance des femmes. Enfin, une meilleure diffusion des politiques au niveau des parties prenantes locales est un écart crucial qui doit être comblé pour ces politiques.

5. Le financement agricoles et les politiques doivent s'orienter vers une plus grande harmonisation des objectifs sociaux et environnementaux prétendus.

Les politiques de développement agricole favorisent les régions irriguées parce que ces zones ont le potentiel productif et commercial le plus élevé, mais cela doit être reconsidéré à la lumière des autres zones géographiques exclues. Alors que la politique agricole met l'accent sur la durabilité, les systèmes agricoles qui conduisant à l'érosion des sols sont en réalité prioritaires. Les systèmes d'agriculture durable pour mieux aligner les investissements publics dans l'agriculture avec les objectifs de sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et de protection de l'environnement doivent être mieux hiérarchisés ainsi que le soutien au développement des produits du secteur forestier.

6. Un accent supplémentaire devrait être mis sur la réalisation de politiques financières et de marché soutenant la production agroécologique, les femmes et les chaînes de valeurs équitables.

Les investissements dans la recherche agroforestière doivent être accrus, ainsi que le financement des subventions devraient inciter davantage les produits agroforestiers et intégrer les incitations à l'agroforesterie. Le développement des marchés pour les produits forestiers durables est une priorité en raison de leur impact potentiel sur les moyens de subsistance des

femmes. L'augmentation des revenus provenant davantage d'occasions de vente de ces produits agroforestiers peut être un puissant moteur financier pour la protection, la gestion et la régénération des arbres.

7. Prioriser les solutions agroforestières dans les efforts contre le changement climatique

La politique en matière de changement climatique recèle un potentiel prometteur en tant que véhicule grâce auquel l'agroforesterie peut être mieux soutenue. Bien que des efforts de plaidoyer soient nécessaires pour surmonter les défis de la mise en œuvre et de l'intégration des politiques climatiques, la capacité à avoir un impact dans le paysage politique plus large reste un obstacle.. Dans l'ensemble, l'agroforesterie pourrait être mieux intégrée dans les politiques climatiques et reconnue comme l'un des moyens les plus importants pour atteindre les objectifs d'adaptation et de reboisement.

Oxfam is a global movement of people working together to end the injustice of poverty. With 70 years of experience in more than 90 countries, Oxfam takes on the big issues that keep people poor: inequality, discrimination, and unequal access to resources including food, water, and land. We help people save lives in disasters, build stronger futures for themselves, and hold the powerful accountable. Join us. **www.oxfamamerica.org**.



US HEADQUARTERS

226 CAUSEWAY STREET, 5TH FLOOR
BOSTON, MA 02114-2206
(800) 77-OXFAM

US POLICY & ADVOCACY OFFICE

1101 17TH STREET, NW, SUITE 1300
www.oxfamamerica.org
WASHINGTON, DC 20005

© 2016 Oxfam America Inc. All rights reserved. Oxfam is a trademark of Oxfam America Inc., and the Oxfam logo is a registered trademark of Stichting Oxfam International. None of the trademarks may be used without permission of the owner.